

de l'évolution contre-révolutionnaire de l'URSS, notamment sur le fait que le centralisme économique et social ne fut pas aboli en même temps que la machine étatique du capitalisme et remplacé par une sorte de système « d'auto-détermination » des masses ouvrières. C'était en somme exiger du prolétariat russe, pour ce qui était de sa conscience sociale, qu'il fit le saut par dessus la période transitoire, tout comme lorsqu'on préconisait la suppression de la valeur, du marché, des inégalités de salaires et autres scories bourgeoises. Autrement dit, c'était confondre deux notions du Centralisme, absolument opposées dans le temps, en même temps que rejoindre — qu'on le voulut ou non — l'opposition utopique des anarchistes à « l'autoritarisme » régissant toute la période transitoire (bien que sous des formes dégredatives). Il est abstrait d'opposer le principe d'autonomie au principe d'autorité, car, comme le faisait remarquer Engels, déjà en 1873, ce sont des notions toutes relatives liées à l'évolution historique et au processus de la production.

Sur la base d'une évolution qui va du communisme primitif, au capitalisme impérialiste et « retournera » au communisme civilisé, les formes organiques centralisées du « cartellisme » et de la « trustification » capitalistes poussent sur l'autonomie sociale primitive pour se diriger vers « l'administration des choses », qui sera bien l'organisation « anarchique » idéale en dépit du fait que l'autorité y subsistera quand même dans une certaine mesure, mais sera « restreinte aux » seules limites à l'intérieur desquelles » les conditions de la production la rendent inévitable » (Engels). L'essentiel est donc de ne pas vouloir brûler utopiquement les étapes, ni de croire qu'on aura changé la nature du centralisme et du principe d'autorité lorsqu'on en aura changé le nom. Les internationalistes hollandais, par exemple, n'ont échappé, ni à l'analyse fondée sur l'anticipation sociale, ni à la « commodité » théorique qu'une telle analyse assure (cf. leur ouvrage déjà cité).

Leur critique du centralisme sur la base de l'expérience russe fut d'autant plus facile qu'elle s'attacha uniquement à la phase du « communisme de guerre » engendrant la dictature bureaucratique sur l'économie, alors que nous savons

que, par après, la NEP favorisa, au contraire, une large « décentralisation » économique. Les bolcheviks auraient « voulu » supprimer le marché (nous savons qu'il n'en fut rien) en y substituant le Conseil économique supérieur et, ainsi, ils porteraient la responsabilité d'avoir transformé la dictature du prolétariat en dictature sur le prolétariat. Donc pour les camarades hollandais, parce que, en fonction des nécessités de la guerre civile le prolétariat russe dut s'imposer un appareil économique et politique centralisé et simplifié à l'extrême, il aurait perdu le contrôle de sa dictature alors que justement, dans le même temps, il exterminait politiquement la classe ennemie. A cet aspect politique de la question, qui pour nous est fondamental, les camarades hollandais ne se sont malheureusement pas attardés !

D'autre part, répudiant l'analyse dialectique en sautant l'obstacle du centralisme, ils en sont arrivés à se payer réellement de mots en considérant non la période transitoire, la seule intéressante les marxistes du point de vue des solutions pratiques, mais la phase évoluée du communisme. Il est dès lors facile de parler d'une « comptabilité sociale générale » en tant que centrale économique » où affluent tous les courants de la vie économique, mais qui n'a pas la direction, l'administration ni le droit de disposition sur la production et la répartition, qui n'a que la disposition d'elle-même » (!) (Pp 100/101.)

Et ils ajouteront que « dans l'association des producteurs libres et égaux, » le contrôle de la vie économique n'émane pas de personnes ou d'instances » mais résulte de l'enregistrement public » du cours réel de la vie économique. Ce » là signifie : la production est contrôlée » par la reproduction » (P. 135) ; autrement dit : « la vie économique se contrôle » par elle-même au moyen du temps de » production social moyen. » (!)

Avec de telles formulations, les solutions relatives à la gestion prolétarienne ne peuvent évidemment avancer d'un pas, car la question brûlante qui se pose au prolétariat n'est pas de chercher à deviner le mécanisme de la société communiste, mais la voie qui y conduit.

Les camarades hollandais ont, il est vrai, proposé une solution immédiate : pas de centralisation économique ni po-

litique qui ne peut revêtir que des formes oppressives, mais le transfert de la gestion aux organisations d'entreprises qui coordonnent la production au moyen d'une « loi économique générale » (?). Pour eux, l'abolition de l'exploitation (donc des classes) ne paraît pas se réaliser dans un long processus historique, enregistrant une participation sans cesse croissante des masses à l'administration sociale, mais dans la collectivisation des moyens de production, pourvu que celle-ci implique pour les conseils d'entreprises le **droit de disposer**, et de ces moyens de production, et du produit social. Mais outre qu'il s'agit ici d'une formulation qui contient sa propre contradiction, puisqu'elle revient à opposer la collectivisation intégrale (propriété à tous, mais à personne en particulier) à une sorte de « collectivisation » restreinte, dispersée entre groupes sociaux (la société anonyme est aussi une forme partielle de collectivisation), elle ne tend tout simplement qu'à substituer une solution juridique (le droit de disposition des entreprises) à l'autre solution juridique qu'est l'expropriation de la bourgeoisie. Or, nous avons vu précédemment que cette expropriation de la bourgeoisie n'est que la condition initiale de la transformation sociale (encore que la collectivisation intégrale ne soit pas immédiatement réalisable), alors que la lutte des classes se poursuit comme avant la Révolution, mais sur des bases politiques qui permettent au prolétariat de lui imprimer un cours décisif.

L'analyse des internationalistes hollandais s'éloigne incontestablement du marxisme parce qu'elle ne met jamais en évidence cette vérité, pourtant fondamentale, que le prolétariat est encore obligé de supporter le « fléau » de l'Etat jusqu'à la disparition des classes, c'est-à-dire, jusqu'à l'abolition du capitalisme mondial. Mais souligner une telle nécessité historique, c'est admettre que les fonctions étatiques se confondent encore temporairement avec la centralisation, bien que celle-ci, sur la base de la destruction de la machine oppressive du capitalisme, ne s'oppose plus nécessairement au développement de la culture et de la capacité de gestion des masses ouvrières. Au lieu de rechercher la solution de ce développement dans les limites des données historiques et politiques, les in-

ternationalistes hollandais ont cru la trouver dans une formule d'appropriation à la fois utopique et rétrograde qui, de plus, n'est pas aussi nettement opposée au « droit bourgeois » qu'ils pourraient se l'imaginer. De plus, si on admet que le prolétariat, dans son ensemble, n'est nullement préparé culturellement à résoudre par « lui-même » les problèmes complexes de gestion sociale (et c'est une réalité s'appliquant au prolétariat le plus avancé comme au plus inculte) que vaut alors concrètement le « droit de disposition » sur les usines et la production qui lui serait « garanti » ?

Les ouvriers russes ont eu effectivement les usines en mains et ils n'ont pas pu les gérer. Cela signifie-t-il qu'ils n'avaient pas à exproprier les capitalistes ni à prendre le pouvoir ? Auraient-ils dû « attendre » d'avoir pu se mettre à l'école du capitalisme occidental, d'avoir acquis la culture de l'ouvrier anglais ou allemand ?... S'il est vrai que ceux-ci sont déjà cent fois plus aptes à affronter les tâches gigantesques de la gestion prolétarienne que ne l'était l'ouvrier russe en 1917, il est également vrai qu'il leur est impossible de forger, dans l'ambiance pestilentielle du capitalisme et de l'idéologie bourgeoise, une conscience sociale « intégrale » qui, pour leur permettre de résoudre « par eux-mêmes » tous les problèmes posés, devrait être celle-là même qu'ils posséderont seulement dans le communisme achevé. Historiquement, c'est le parti qui concentre cette conscience sociale et encore ne peut-il la développer que sur la base de l'expérience ; c'est-à-dire qu'il n'apporte pas des solutions toutes faites, mais qu'il les élabore au feu de la lutte sociale, après (surtout après) comme avant la Révolution. Et dans cette tâche colossale, loin de s'opposer au prolétariat, le parti se confond avec lui, parce que sans la collaboration active et grandissante des masses, il doit lui-même devenir la proie des forces ennemies. « L'administration par tous » est la pierre d'achoppement de toute révolution prolétarienne. Mais l'Histoire pose la seule alternative : ou bien nous commençons la révolution socialiste « avec les hommes tels qu'ils sont aujourd'hui et qui ne se passeront ni de » subordination ni de contrôle ni de con- » tremaître ni de comptables » (Lénine) ou bien la Révolution ne sera pas.